

CORIS EPARGNE
KDO
Mon épargne augmente de
4,5%



CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement
www.corisbank.tg

LE MEDIUM

www.lemedium.info

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0271 du 17 au 23 Octobre 2017- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE / GOUVERNANCE :

Faure Gnassingbé devra faire le ménage dans son entourage

P3



POLITIQUE / DIASPORA / MARCHES TOUS AZIMUTS :

Marcher dans l'espoir de "régulariser ses papiers"

P2



Réaménagement de la Voie Lomé-Vogan :
L'entreprise chinoise CRBC en voie de réussir là où Ceco Btp a lamentablement échoué et déçu plus d'un

P3



Une vue partielle de l'Avenue Jean Paul II en bitumage

ECONOMIE / FINANCES :

Le FMI prévoit une croissance de 3,4% en 2018 en Afrique Subsaharienne

P4

CULTURE / MUSIQUE :

Le Vodou célébré à l'Institut Français de Lomé

P6



L'artiste togolais Peter Solo sur scène

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel: 22 20 05 53

Météo

Mardi 17 Octobre 2017

Matin:

Ciel nuageux
31°C

Après-midi:

Ciel peu nuageux
28°C

24 Nov. 14ème
11 Déc. 2017
Foire Internationale de LOME
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

EDITO
La politique de rue

Depuis un certain temps, les politiques préfèrent quitter les tables parlementaires, les couloirs de discussion, les cadres d'échanges pour investir la rue.

Si l'on ne saurait bannir une expression politique par la rue, dans le contexte togolais, il faut avoir le courage de dire, de reconnaître que le pouvoir de la rue a été depuis longtemps galvaudé.

La rue a été abusivement sollicitée qu'aujourd'hui la rue ne constituerait plus tellement une certaine menace pour le camp adverse. La rue est cet endroit qui nous accueille tous et de différentes façons. Nul n'a le monopole de la rue, dit-on.

L'impression donné il y a quelques jours par nos amis politiques de l'opposition, c'est comme s'ils sont essouffés parce que ne croyant plus en leur capacité d'action et de réflexion qu'ils transportent la lutte politique dans la rue. Bref, ils se réfugient dans la rue pour donner l'impression de gens qui véritablement posent des actes dans l'intérêt des populations.

A la recherche de leur quotidien d'aisance sociale, nos chers amis de l'opposition brillent par un manque de vision, de mission et surtout de stratégies. Ils ne savent que crier, gueuler et faire des gymnastiques politiques, juste pour tromper leurs militants et non le Peuple. Ils végètent sur place dans l'attente de lendemains miracles. Or, en politique, il n'y a point de miracles mais des résultats découlant d'actions véritables. Et c'est malheureusement ce qui semble manquer à l'opposition togolaise.

Crédo TETTEH

**POLITIQUE / DIASPORA / MARCHES TOUS AZIMUTS :
Marcher dans l'espoir de "régulariser ses papiers"**

Nombreux sont les Togolais de la diaspora qui depuis le 19 aout dernier se sont subitement révélés comme des marcheurs professionnels pour une cause politique dans leur pays. Si certains le font avec cette conviction, en rapport avec leur ligne et idéologie politique, il faut avoir l'humilité de dire aussi que nombreux sont ces Togolais résidant en Europe et aux Etats Unis en situation difficile et surtout " Irrégulière " qui veulent tirer profit des manifestations politiques à travers de multiples et incessantes marches.

Par Crédo TETTEH

Ils sont donc abonnés aux premières loges lors des rassemblements et des marches, faisant tout pour apparaître sur les images, se faisant prendre des images avec des pancartes aux contenus politiquement incendiaires, s'adonnant au besoin aux selfies, histoire de profiter au maximum de cette crise politique pour espérer les papiers réglementaires dans leur pays d'accueil.

Ingénieux qu'ils sont subitement devenus, ils ont également envahis les réseaux sociaux et les plateformes WhatsApp par des messages vocaux et des vidéos, les montrant dans leur studio vociférant et proférant des menaces à tout bout de champ sur les Autorités et certains ministres jouant de par leur responsabilité de fonction, un rôle clé et complexe lors des manifestations politiques incessantes dans notre pays.

Insulter les Ministres Yark et BoukpeSSI dans l'espoir de...

Aujourd'hui, la stratégie pour une rapide régularisation de situation pour certains de nos frères et sœurs vivant en Europe et aux USA et se



Des manifestants de la diaspore, Paris.

réclamant de cette diaspora très active politiquement, est justement de s'attaquer à certains responsables du Gouvernement.

S'attaquer aux Ministres Yark et BoukpeSSI semble un fonds de commerce politiquement " correct et juteux " aujourd'hui. Brandir une pancarte portant une inscription injurieuse sur le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel Yark Damehame, est une très bonne aubaine pour introduire ou réintroduire des demandes de régularisation de papiers " car recherchés ou en insécurité dans son pays ". Il faut ici rappeler que nombre de nos concitoyens résidant dans la diaspora en Europe et aux USA, auraient introduit sans succès encore, des demandes auprès des Autorités de leur pays d'accueil en vue d'avoir les papiers légaux pour une résidence paisible, se mettre à l'abri donc de toute expulsion, de toute reconduite à la frontière.

Certains marchent dans la diaspora quand même par conviction...

Aux cotés donc de ceux qui cherchent désespérément une régularisa-

tion de leur situation, se trouve aussi ces Togolais guidés par une idéologie politique qui sans arrières pensées marchent et manifestent pour un changement de régime dans leur pays ou pour des gages politiques à leur goût.

Le vote de la diaspora, une de leurs revendications

L'une des essentielles revendications de la diaspora togolaise est l'effectivité du vote de la diaspora lors des échéances électorales dans notre pays le Togo. Cette exigence est portée depuis la manifestation du Parti national panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam depuis le 19 aout 2017. Une exigence à priori légitime dont les contours et conditions devront être bien auscultés à seule fin de permettre à nos frères et sœurs loin du sol togolais d'accomplir leur devoir civique.

Outre le vote de la diaspora, nos frères et sœurs vivant en Occident et aux USA devront également lutter pour se faire établir, dans un délai



Les ministres Yark et BoukpeSSI dont l'évocation des noms équivalent à des "papiers" en Occident

nombreux que ceux qui sont à la recherche du précieux sésame. A les voir et à analyser leurs comportements lors de ces manifestations, c'est le jour et la nuit. Ceux qui marchent dans la diaspora quand même par conviction..., sont moins bruyants, moins agités, très posés parce qu'ils savent ce pourquoi ils sont dans certaines rues de leur pays d'accueil. Ils

record et pourquoi sur place, leurs papiers administratifs togolais comme la Carte nationale d'identité, le Passeport, les actes de naissance etc. Ainsi donc, cet exercice leur ferait économiser de l'énergie et de l'argent pour rentrer au pays obligatoirement pour avoir tous ces papiers à temps, à moindre coup et ce dans un délai record.

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07

www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

TOGO EXPRESS
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

TogoAssurance.com

TogoAssurance est un cabinet conseil en assurance et en stratégie d'entreprise.

Nous cherchons pour vous les meilleurs prix aux niveaux des assureurs en lisant bien vos contrats d'assurance pour éviter les pièges des contrats.

-Nous assistons les gens qui ont des problèmes avec leurs assureurs pour percevoir leurs primes.

-Nous assistons des sociétés dans la rédaction des contrats de business. visiter notre site web www.togoassurance.com



Récepissé
N°0062/12.05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doullassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

Reclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux. Prochaine parution le mardi 24 Octobre 2017

POLITIQUE / GOUVERNANCE :

Faure Gnassingbé devra faire le ménage dans son entourage

La crise politique actuelle que traverse notre pays depuis des semaines, montre le vrai visage de ceux qui entourent le Chef de l'Etat togolais, Faure Essozimna Gnassingbé. Avant cette crise donc, nombreux sont-ils à tromper Faure Gnassingbé et même à se tromper d'être au premier rang de ceux et celles qui sont entièrement acquis à sa cause. Alors que ce sont de misérables hypocrites, malhonnêtes et sadiques personnes qui ne pensent qu'à leur aisance sociale et financière.

Par Crédo TETTEH

Dès la survenue de cette crise, ils se sont terrés comme des rats essoufflés et ont préféré fuir les questions politiques pour ainsi se

cachez derrière l'appellation " Technocrates ".

Ils sont rares, très rares à s'afficher encore et en toute conviction aux côtés du Chef de l'Etat et surtout à jouer leur partition conformément à leur statut politique, à leur fonction, à leur poste de responsabilité. Ce sont les mêmes qui sont sur tous les fronts car les autres ayant démissionné sans pour autant le dire à visage découvert.

Nous rendre aujourd'hui à l'évidence que certains auraient même tenté un retournement de veste lors des manifestations politiques des 6 et 7 septembre derniers, ne nous étonne guère.

D'autres, dans la même stratégie de trahison, ont préféré ne pas s'afficher du tout sur les médias



Nécessité pour Faure Gnassingbé de faire le ménage tout autour de lui

pour porter les actions et les éléments de défense du Gouvernement.

Subitement, ils sont devenus des " Technocrates ", des gens qui ne parlent pas bien le vernaculaire ou le mina, pourtant ils sont du Sud Togo et à l'aise en causant de futilités avec leurs " copines et maîtresses " en langue mina. Que c'est tout simplement triste que de travailler avec des Hommes Girouettes et sans convictions. Ils n'ont de conviction qu'amasser de l'argent à longueur de journée par des acrobaties indignes et profiter des multiples avantages de leurs fonctions et de leurs rangs au sein des structures de l'Etat.

Tout ce qu'ils savent encore

faire, en cette période de crise, c'est proposer que l'organisation des marches parce qu'ils savent encore se sucrer et faire des bénéfices, au moment où certains autour du Président de la République pensent véritablement à s'impliquer pour la recherche de solutions avantageuses, à la crise politique.

Le Chef de l'Etat, qui est assurément conscient de la situation, devra très rapidement écarter ces " profiteurs et traîtres " qui l'entourent. Ce sont eux, les premiers maux dont souffre sa politique. Un sincère et rapide ménage s'impose autour du Chef de l'Etat. A quelque chose, malheur est bon!



Jette à la poubelle ceux qui font office de décors

RÉAMÉNAGEMENT DE LA VOIE LOMÉ-VOGAN :

L'entreprise chinoise CRBC en voie de réussir là où Ceco Btp a lamentablement échoué et déçu plus d'un

Les travaux sur la voie Lomé Vogan avancent à grand pas et suscitent l'admiration et la satisfaction des usagers et des riverains qui, dans une ironie s'interrogent sur les réelles capacités et potentialités de Ceco Btp à convenablement réaliser ces genres de travaux.

Par Crédo TETTEH

C'est dire sans langue de bois que l'entreprise Ceco Btp de

Monsieur Amouzou Constantin a peché en ne réussissant pas en temps voulu et délais escomptés les mêmes chantiers qui lui avait été confié.

Aujourd'hui donc, c'est ébahis que les riverains et usagers de cette voie s'étonnent de la rapidité et de l'expertise avec laquelle les travaux connaissent un succès réel. Ce qui n'est que l'expression du savoir-faire de l'entreprise chinoise doublé d'une prise de



Amouzou Constantin, PDG de CECO Group

conscience fortement démontrée comparativement à l'entreprise Ceco Btp.

Ce succès que remporte l'entreprise chinoise CRBC ne devrait pas réjouir le Ministre des Infrastructures Ninsao Gnofam mais au contraire lui faire honte pour n'avoir pas choisi comme il le fallait et au moment opportun l'entreprise qualifiée.

L'autre honte du Ministre Ninsao Gnofam est d'avoir

contribué à dilapider les fonds confiés premièrement à l'entreprise Ceco Btp qui était incapable de réaliser les travaux à la surprise générale.

L'essentiel pour l'instant est que les travaux se déroulent bien à la satisfaction des usagers et des riverains qui espèrent pour très bientôt le redémarrage effectif de leurs activités génératrices de revenus perturbés et au ralenti depuis plusieurs mois.



Ninsao Gnofam, ministre des Infrastructures

Zozo

POLITIQUE/CENI : 12 DES 17 MEMBRES DE LA CENI ONT ÉTÉ INVESTIS PAR LE PARLEMENT

Le processus de recomposition de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a connu un nouvel épisode ce jeudi 12 octobre 2017. Les députés ont procédé au cours de la troisième séance plénière de la deuxième session ordinaire de 2017, à l'élection et à la nomination des membres de la Commission.

Douze (12) des dix-sept (17) ont été élus en raison de l'absence des députés de l'opposition qui ont boycotté la séance. Seuls les postes des partis politiques extraparlimentaires, de la société civile, de la majorité parlementaire et de l'administration territoriale ont été pourvus.

Conformément à l'article 12 du code électoral, au titre des partis extraparlimentaires, ont été élus Combey Combété (Obuts), Kolani Lardja (PDR), Ogooussan Fatai Bruno (NET). Au titre de la société civile sont désormais membres de la CENI, Kadanga Kodjona (CPD), Kouigan Yawa (AS.PRO) et Tchacondoh Ouro-Bossi (COPED).

Se basant sur l'article 14 du Code électoral, les députés ont nommé les personnalités suivantes, au titre de la Majorité parlementaire : Kegewe Sogoyou, Bannante Komi, Kegbero Latifou Seigneur, Kpadé Eric et Anakoma Bikpeta. Le représentant de la CENI pour le compte de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, sera Potopere Tozim.

Les nouveaux membres de la CENI ont pour mission de conduire le processus de référendum engagé par le gouvernement sur les réformes constitutionnelles et devraient également s'atteler à l'organisation des élections locales prévues pour l'année prochaine.

@republiquetogolaise.com

POLITIQUE : 'LE RETOUR À LA CONSTITUTION DE 1992 NE PEUT ÊTRE ENVISAGÉ'

Le colloque organisé par l'université de Lomé (UL) à l'occasion du 25^e anniversaire de la promulgation de la constitution de la 1^{re} République s'est achevé samedi. Les réflexions menées pendant 2 jours apporteront 'inévitablement une valeur ajoutée aux décideurs pour l'avenir du pays', a souligné Dodzi Komlan Kokoroko, le président de l'UL.

'Les débats ont permis de parvenir à deux importantes conclusions. D'une part, le retour à la constitution de 1992 ne peut être envisagé en l'état actuel des choses. D'autre part, le projet de loi de réformes constitutionnelles introduit récemment par le gouvernement ne saurait prospérer au regard de son caractère elliptique', a-t-il ajouté.

Le président de l'UL recommande que la future constitution prenne en considération un certain nombre de problématiques comme la moralisation de la vie publique, le Sénat et l'amélioration du code électoral.

Enfin, les organisateurs ont tenu à préciser que l'absence d'Edem Kodjo et de Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, n'avait rien d'un boycott, mais d'un emploi du temps serré ne leur permettant pas de prendre part aux travaux.

@republiquetogo.com

Zozo

FINANCES : UNE MISSION DU FMI
ATTENDUE À LOMÉ LE 19 OCTOBRE
DANS LE CADRE DE LA FEC

Les autorités togolaises ont signé en mai 2017 avec le Fonds Monétaire International (FMI) un accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit d'un montant de 241,5 millions de dollars. " Le programme économique convenu et appuyé par l'accord, au titre de la FEC, vise à améliorer les conditions de vie des populations et à maintenir un environnement macro-économique stable, compatible avec la viabilité de la dette publique ", précise une note d'information du FMI.

Grâce à ce financement dont une partie (34,5 millions) a déjà été décaissée, le gouvernement envisage de poursuivre ses politiques axées sur la croissance durable et inclusive à travers des dépenses sociales ciblées et des investissements financés de manière judicieuse. Il s'agit de programmes tels que le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV). C'est dans ce contexte qu'une mission du FMI est attendue à Lomé du 19 au 31 octobre prochains. Les experts du Fonds procéderont au suivi et à l'évaluation du programme en cours. Leur rapport devrait déterminer de la décision de la Direction et du Conseil d'administration du FMI en vue d'un prochain décaissement. @republiquetogolaise.com

FIL 2017 : L'APPLICATION FOIRE
TOGO 2000 DÉJÀ DISPONIBLE

La Foire Internationale de Lomé (FIL) sera à sa 14^{ème} édition du 24 novembre au 11 décembre 2017. Placée sous le thème " Le Numérique au service des Affaires ", cette rencontre internationale fera la part belle aux Techniques de l'Information et de la Communication (TIC).

Les responsables du Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé (CETEF), organisateurs de l'événement, mettent les bouchées doubles pour effectivement placer le numérique au cœur de ce rendez-vous annuel de promotion des affaires.

C'est dans cet esprit qu'une application a été conçue. Dénommée " FOIRE TOGO 2000 ", elle est téléchargeable sur Playstore et permet d'avoir toutes les informations et l'actualité du CETEF et les grands rendez-vous de la FIL 2017. L'application " FOIRE TOGO 2000 " permettra aux visiteurs de se procurer en ligne les tickets pour accéder au site des expositions, faire une visite guidée virtuelle et découvrir les exposants et leurs produits. A cette FIL 2017, près de 1000 exposants venus de par le monde sont annoncés avec au menu des expositions et les rencontres B2B pour nouer des partenariats. 300 000 visiteurs sont également attendus au désormais incontournable rendez-vous commercial de la fin d'année.

@republiquetogolaise.com

ECONOMIE/FINANCES :

Le FMI prévoit une croissance de 3,4% en 2018 en Afrique Subsaharienne

La reprise cyclique de l'économie mondiale qui a commencé au milieu de 2016 continue de s'affermir, estime le Fonds monétaire international (FMI) qui a entamé ses activités des assemblées d'automne. Ces évolutions positives donnent de bonnes raisons de se montrer plus confiant, mais ni les dirigeants, ni les marchés ne doivent se bercer d'illusions. Un examen plus approfondi indique que la reprise mondiale n'est peut-être pas durable : elle ne concerne pas tous les pays, l'inflation demeure souvent inférieure à l'objectif fixé étant donné la faible croissance des salaires, et les perspectives à moyen terme restent décevantes dans beaucoup de parties du monde.

Par Koudjoukabal

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait atteindre 2,6 % en 2017 et 3,4 % en 2018 (ce qui correspond plus ou moins à la prévision d'avril dernier), avec des différences considérables d'un pays à l'autre. Les risques de dégradation ont augmenté en raison de facteurs idiosyncratiques dans les plus grandes économies de la région et de retards dans la mise en œuvre des ajustements des politiques économiques.

Au-delà du court terme, la croissance devrait s'accélérer progressivement, mais dépasser à peine la croissance de la population, car les besoins considérables d'assainissement pèsent sur les dépenses publiques.

Selon le FMI, Le Nigéria devrait sortir de la récession de 2016 causée par le bas niveau des prix du pétrole et la perturbation de la production pétrolière. En 2017, la croissance devrait atteindre 0,8 %, en raison du redressement de la production pétrolière et de la vigueur actuelle du secteur agricole. Cependant, les craintes concernant l'exécution de la politique économique, la segmentation d'un marché des changes qui reste tributaire des interventions de la banque centrale (en dépit de mesures initiales de libéralisation du marché) et les fragilités du système bancaire devraient peser sur l'activité à moyen terme.

En Afrique du Sud, la croissance devrait rester modérée, à 0,7 % en 2017 et à 1,1 % en 2018, malgré des prix à l'exportation de produits de base plus favorables et la vigueur de la production agricole, car la montée de l'incertitude politique sape la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise.

En Angola, la croissance en 2017 a été révisée à la hausse, à 1,5 % (1,3 % en avril), parce qu'une révision à la baisse de la production pétrolière en 2016 a amplifié le rebond attendu.

Les perspectives des pays importateurs de carburants sont généralement meilleures, avec une croissance globale de 3,9 % en 2017, puis de 4,4 % en 2018. La croissance au



Mme Christine Lagarde, Directrice du FMI

Togo devrait être supérieure à 5%.

Les pays de la zone franc en souffrance

Dans un contexte économique marqué par une reprise modérée de la croissance à l'échelle du continent africain, les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et les présidents des institutions régionales ont rappelé leur souhait d'œuvrer pour le développement de la Zone franc et de mettre en œuvre des politiques économiques adaptées aux intérêts des populations lors de leur dernière réunion à Paris en France, peu avant les assises des institutions de Bretton Wood.

Dans un communiqué rendu public à cet effet, ils ont réitéré leur volonté de continuer à faire de la Zone franc un espace de dialogue ouvert et de coordination des politiques publiques, en lien avec les principaux bailleurs et institutions.

Un tel espace de dialogue, qui revêt une dimension unique en Afrique voire à l'échelle mondiale, reste un facteur de stabilité et de développement. Les

participants à la réunion ont relevé, à partir de données pour la plupart déjà disponibles au moment de la réunion précédente à Abidjan en avril 2017, le recul de la convergence. Ils ont en particulier noté les risques découlant d'un ré-endettement rapide, causé par d'importants déficits publics, et susceptibles de remettre en cause les équilibres internes et externes des Etats concernés, selon les ministres des finances du pré-carré français.

Pour garantir le bon fonctionnement des unions monétaires, les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et les

présidents des institutions régionales se sont accordés sur la nécessité d'une approche coordonnée.

Les participants ont cependant noté deux aspects positifs en matière de convergence et de coordination. D'une part, ils ont salué la mise en place, depuis la réunion d'Abidjan en avril dernier, d'un outil interne de suivi régulier de la mise en place de recommandations formulées lors de leurs réunions. La montée en puissance progressive de cet outil au cours des réunions semestrielles à venir contribuera à accentuer leur caractère opérationnel et à améliorer la stabilité monétaire dans la zone.

D'autre part, les participants ont noté que la totalité des pays membres de l'UEMOA (dont la croissance se maintient depuis plusieurs années et devrait se maintenir à l'horizon 2020 à plus de 6%, bien au-dessus de la croissance moyenne des pays africains) ont conclu un programme avec le FMI, ce qui contribue au renforcement de la gestion budgétaire et à la coordination des réformes mises en œuvre. Une dynamique analogue est observable dans la CEMAC, où quatre pays ont conclu un programme avec le FMI et où les deux autres sont en cours de négociation.

Le CADERT outille les organisations de la société civile togolaise au contrôle citoyen de l'action publique

Des Organisations de la société civile (OSC) togolaise et des acteurs du secteur privé intervenant dans la gouvernance, ont bénéficié d'une session de formation sur le processus d'élaboration des politiques publiques, le contrôle citoyen de l'action publique, le plaidoyer et la mobilisation des ressources.

Par Dodo ABALO

L'initiative vient du Centre autonome d'études et de renforcement de capacités pour le développement au Togo (CADERT), en collaboration avec le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et a pris fin le vendredi dernier à Lomé.

Au cours de cette formation, les participants ont eu à se familiariser avec les outils en matière de contrôle citoyen de l'action publique et aussi de plaidoyer. Les problèmes et les défis auxquels les sociétés civiles sont confrontées ont été abordés.

Pour Georges Attati, assistant de recherche au CADERT, les OSC jouent un rôle très important dans le processus de développement de notre pays. "Le CADERT, dans sa mission de renforcement de capacités des acteurs de développement au Togo, a trouvé important de renforcer leurs capacités pour leur permettre de mieux jouer leur rôle en



Photo de famille des participants à la formation

tant que défenseurs des populations au Togo", a-t-il déclaré.

Deuxième du genre après celle du mois de juillet passé à l'endroit des OSC intervenant dans les secteurs sociaux, cette nouvelle session de formation a été ouverte par le Directeur exécutif du CADERT, Odila Birénam Gnassingbé, qui dans son mot de bienvenue aux participants, a tenu à les féliciter et les encourager pour leurs actions en faveur des intérêts des populations.

Le Secrétaire général du ministère de la Planification du développement, Etsri Homevor, a réitéré la disponibilité du gouvernement à collaborer avec les OSC et les acteurs du secteur privé. " Il est important que les ministères accompagnent en activités de renforcement les capacités des Organisations de la société civile pour qu'elles soient plus outillées et

à même de fournir leur accompagnement et appui des différents processus de planification tant au plan national, sectoriel et local. Cette activité de formation s'inscrit parfaitement dans le cadre de ce processus surtout que nous sommes dans le cadre de renforcement du système national de planification qui impose que tous les acteurs de développement soient outillés pour une conduite efficace et un appui à l'accompagnement de l'action publique ", a-t-il précisé.

Notons que cette formation s'est déroulée du 09 au 13 octobre 2017 et les participants sont venus de Lomé et de l'intérieur du pays. Ils ont exprimé leur satisfaction et émis le vœu que cette formation se poursuive et que des actions similaires soient organisées pour permettre à la société civile togolaise de jouer pleinement son rôle.

POLITIQUE / OPPOSITION :

Le Mercredi de tous les dangers ?

L'annonce des manifestations de l'opposition de cette semaine et les mesures prises par les ministres de la sécurité et son homologue de l'administration pour restreindre les marches ne rassurent pas les populations qui s'interrogent. Plus les jours passent, plus l'inquiétude grandit et l'on craint un affrontement inévitable entre force de l'ordre et manifestants, vu la hargne et la détermination de chaque camp.

Par Ali SAMBA

Pas de marche en semaine

Les autorités en charge de la sécurité et de l'administration territoriale ont été claires et sans ambiguïté. "Nous ferons en sorte que les manifestations se fassent en un lieu en semaine. Les marches pendant les jours ouvrables sont interdits", a dit Payadowa Boukpepsi, ministre de l'administration territoriale en ajoutant que la loi donne ce pouvoir à l'autorité. Ces mesures sont prises dans l'intérêt du pays devrait-il ajouter. Et pour cause...

Les dernières manifestations de l'opposition des 4 et 5 Octobre 2017 semblent avoir échaudé le gouvernement d'autant que des actes jusque-là proscrits par les manifestants ont resurgi. Les violences exercées sur les paisibles populations, les menaces verbales et physiques sur ceux qui ne manifestent pas et surtout les tentatives de déloger les élèves dans les salles de classes ont incité les ministres à prendre ces mesures pour assurer la paix et la quiétude sociale. "Ce que nous déplorons, c'est cette violence qui accompagne souvent les marches dites pacifiques. Ce n'est pas normal que ceux qui n'ont rien à faire avec



Les forces de l'ordre et de sécurité en alerte maximale



Des manifestants de l'opposition déterminés à défier l'autorité

ces manifestations soient violentes et agressés", a fait remarquer Yark Damhame, le ministre de la Sécurité qui a regretté les morts enregistrés ci et là.

Le comble, c'est que les ténors de l'opposition, organisateurs de ces manifestations disent et feignent de n'être au courant de rien. "J'ai été sidéré quand ils (les opposants) m'ont dit qu'ils ne sont au courant de rien", s'est étonné Yark Damhame qui indique que l'Etat a la responsabilité des autres citoyens. "L'autorité de l'état existe encore et existera. On a la responsabilité de protéger ceux qui marche et de le faire pour ceux qui ne veulent pas marcher aussi", a martelé le 1er flic du Togo qui s'est offusqué de n'avoir jamais entendu les leaders de l'opposition appeler leurs militants à la retenue et à la non-violence.

Selon Yark, le travail d'encadrement de ces marches devient de plus en plus difficile pour les forces de l'ordre d'autant que des manifestants circulent avec des armes, même à Lomé. Le conseil des ministres a d'ailleurs condamné cette attitude irresponsable et contraire à l'esprit de la loi n°2011-010 du 16 mai 2011 fixant les conditions d'exercice de la

liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques au Togo

"Le gouvernement déplore par ailleurs que certains leaders politiques se livrent à des incitations à la violence et à la haine en encourageant leurs militants via les réseaux sociaux à s'en prendre aux forces de l'ordre et aux autorités", dit le conseil des ministres.

Le chien aboie...

Pour l'opposition, cette décision du gouvernement de restreindre les marches n'est qu'un coup d'épée dans l'eau. Dans un communiqué annonçant les prochaines marches, la coalition des 14 partis a indiqué que la mobilisation des populations a tellement sensibilisé la communauté internationale et inquiété le régime en place que le gouvernement a échafaudé un plan d'interdiction des manifestations dont la première phase est la décision annoncée par les ministres le mardi 10 octobre interdisant les marches les jours ouvrables. "Quand l'Etat se met lui-même à violer les lois, les citoyens ont le devoir sacré de résister. C'est pourquoi, la Coalition des 14 partis politiques maintient et confirme ses manifestations des

mercredi 18 et jeudi 19 octobre" dit-elle. Pour les opposants, les ministres ne sauraient interdire quoi que ce soit. "Les manifestations publiques sont une prescription constitutionnelle. C'est pourquoi nous allons tout simplement ignorer les propos des ministres", a dit un leader de l'opposition.

L'intransigeance et la détermination affichées dans chaque font craindre le pire demain. Un apéritif a été servi hier quand les jeunes ont "foutu la merde" au siège de la CENI. On imagine ce que sera ce 18 octobre si l'on se souvient des violences du 5 Octobre dernier, encore que le jour-là, les forces de l'ordre ont été d'un calme olympien. Qu'advient-il cette-fois-ci si les forces de l'ordre voudraient faire respecter les décisions annoncées des ministres ?

Les parties en présence ont encore quelques heures pour se concerter et épargner des jours difficiles aux Togolais. Il est évident que personne ne sortira vainqueur de ce bras de fer, si ce n'est les pauvres populations qui cherchent au quotidien de quoi chauffer la marmite pour les enfants.

CRISE SOCIO-POLITIQUE TOGOLAISE :

Le président du MRC trouve la politique de la chaise vide contre productrice

L'la situation socio politique ne laisse plus aucun parti politique indifférent. Depuis le 19 août dernier, suite à l'intransigeance des parties protagonistes, le climat s'est fait de plus en plus délétère poussant le Mouvement des Républicains Centristes (MRC) à donner sa position.

Par Juan Soleil

Le MRC s'est tout d'abord incliné sur la mémoire des disparus et a présenté ses compassions à toutes les personnes affligés depuis la résurgence de la crise politique togolaise. Le MRC déclare avoir mis tous ses espoirs sur une résolution définitive de la crise togolaise suite aux conclusions de l'atelier de réflexion du HCRRUN qui reprenait en compte les recommandations de la CVJR. Mais contre toute attente, les événements ont pris une autre tournure plongeant le pays dans un labyrinthe sans fin.

Si pour le président du MRC, la première marche du 19 août a poussé le gouvernement à envoyé un projet de loi relatif aux réformes, il n'en demeure pas moins que l'exigence de certains partis politiques de revenir à la constitution de 1992 a mis du plomb dans l'aile dans la dynamique en cours, car pour lui, point n'est besoin de revenir à une constitution pleine d'anomalies contradictions qu'il faut retoucher.

Au vue de ce qui précède, le MRC demande au chef de l'Etat, dans un souci d'apaisement, la libération des personnes détenues dans le cadre des manifestations des 19 août, des 06 et 07 septembre 2017, et la relecture du projet de loi envoyé par le gouvernement afin de ramener le calme et la sérénité dans le cœur des togolais. Pour lui, le dialogue s'impose pour une réelle sortie de crise, car le reste n'est que mauvaise foi. "Lorsqu'il y a consensus, le juridique disparaît", a-



Frédéric Abass Kaboua, président du MRC

t-il poursuivi.

Faisant référence à la politique de la chaise vide prônée par l'opposition parlementaire à l'assemblée nationale, et qu'Abass Kaboua trouve contre-productive, il a laissé entendre que "nul n'a le droit de s'amuser avec le mandat représentatif du peuple".

A la question de savoir pourquoi lemedium2013@yahoo.fr

le MRC ne fait pas parti de la coalition des 14 partis politiques, le président du MRC a laissé entendre qu'ayant déjà fait l'expérience des regroupements politiques, cette décision est fondée par les raisons idéologiques qu'il ne partage pas avec plusieurs entités de cette coalition qui sont soit de gauche ou de droite.

Zozo

GOUVERNANCE : LE GOUVERNEMENT LANCE LE PROCESSUS DE RÉVISION DU CODE DES DOUANES

Le gouvernement togolais, sous la présidence du Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé, a tenu ce jeudi 12 octobre, son Conseil des Ministres. Un projet de loi et deux décrets ont été examinés et adoptés.

Le projet de loi qui a été adopté porte sur la révision du Code des douanes en vigueur dans le pays. Le gouvernement souhaite rafraîchir ces textes afin de stimuler un peu plus ce secteur qui figure au rang des principales régies financières. Un programme de modernisation de l'administration des douanes a été mis en branle et aboutira l'adoption d'un nouveau code des douanes. Il sera dépeuplé de toutes ses incohérences et insuffisances, et sera adapté à la loi du 14 décembre 2012 portant création de l'Office Togolais des Recettes (OTR).

Une fois adopté le nouveau Code des Douanes permettra à l'administration douanière de mieux mobiliser les ressources financières afin de permettre au gouvernement de financer sa politique de développement, tout en renforçant et en facilitant les droits des usagers et partenaires en général, et des opérateurs économiques en particulier.

Les deux décrets adoptés ce jeudi portent respectivement sur l'approbation de la stratégie de développement et de promotion du secteur privé au Togo, et porte attributions, organisation et fonctionnement de la direction nationale du contrôle financier.

@republiquetogolaise.com

DEVELOPPEMENT : PNPER : LES POUVOIRS

PUBLICS RECTIFIENT LE TIR



En 4 mois, les indicateurs du projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) ont nettement évolué, a indiqué dimanche la mission de suivi-évaluation du FIDA (Fonds international de développement agricole).

Le PNPR entend contribuer au développement de l'entrepreneuriat rural, créateur d'emplois rémunérateurs et durables en faveur des jeunes. Trois ans après son lancement, les résultats avaient été jugés peu satisfaisants par les experts du FIDA en juillet dernier.

Pour mettre fin aux dysfonctionnements, l'Agence onusienne avait formulé un certain nombre de recommandations. Parmi lesquelles l'assainissement de la gestion financière, le recrutement d'experts externes capables d'assister les micros et petites entreprises rurales.

Plus généralement, le FIDA avait recommandé de procéder à un recadrage en profondeur et au redimensionnement du projet pour permettre l'atteinte des objectifs initiaux.

La nouvelle mission a noté de gros progrès. 'Toutes les composantes du projet ont connu une évolution significative', ont indiqué les membres de la délégation.

Ils ont cité l'appui à l'installation des primo entrepreneurs, le renforcement des capacités des micros et petites entreprises rurales et le renforcement des capacités des prestataires de services. L'objectif de créer 1.800 micro et petites entreprises rurales sera atteint, assurent les pouvoirs publics qui ont également annoncé la mise en place d'un fonds de garantie de 500 millions de Fcfa pour accompagner les petites entreprises rurales.

@republicoftogo.com

Zozo

**MÉDIAS : L'AIDE DE L'ÉTAT À LA PRESSE
IRA À 86 ORGANES POUR LE COMPTE DE
L'ANNÉE 2016**

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) a, au cours d'une rencontre, ce jeudi 12 octobre, avec les responsables des organes de presse, donné des précisions sur le montant et les modalités d'attribution et de répartition de l'aide de l'Etat à la presse pour le compte de l'année 2016.

Cent (100) millions de FCFA ont été mis à cet effet à disposition par le gouvernement. La Commission Technique de Gestion de l'Aide de l'Etat à la Presse a indiqué que, pour cet exercice, les organes de presse ont dû introduire des dossiers d'éligibilité. C'est après leur étude et, au regard de plusieurs critères, que les bénéficiaires ont été désignés, à savoir : avoir plus de 51% de parution pour la presse écrite ; avoir 12 mois d'existence ; n'avoir pas été sanctionné par la HAAC, ni l'Observatoire Togolais des Médias (OTM).

Sur les 91 demandeurs, 86 ont obtenu le sésame de la Commission. Les fonds alloués diffèrent que l'on soit une radio, une chaîne de télé ou un organe de presse écrite, et là encore, la périodicité entre en jeu. La liste des bénéficiaires sera affichée à la HAAC et au siège des associations de presse.

@republiquetogolaise.com

**SANTÉ : CAMPAGNE DE MÉDECINE
FORAINE À KPALIMÉ**



Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) a organisé samedi, en partenariat avec l'ONG 'Aïmes Afrique', une campagne de dépistage de l'hypertension artérielle, du diabète, de l'hépatite B et du sida à Kpalimé.

Plusieurs centaines de consultations ont été réalisées par des médecins et des spécialistes. Aïmes Afrique s'est forgée une solide réputation au Togo et dans la région où elle réalise régulièrement de grandes opérations de médecine foraine comprenant des consultations et de la chirurgie pour ceux qui en ont besoin.

@republicoftogo.com

**SPORT : LA SUPER COUPE À AS TOGO
PORT**

AS Togo Port a remporté dimanche la super coupe du Togo, en dominant Semassi à l'issue d'une séance des tirs au but (4-3). La super-coupe est une compétition opposant le champion de la première division (D1) de la saison passée à son dauphin.

Elle marque symboliquement le démarrage du championnat de D1 prévu pour le 22 octobre.

@republicoftogo.com

SPORT : TOUT EST RENTRÉ DANS L'ORDRE

La Fédération togolaise de football (FTF) a annoncé la levée de la suspension frappant deux clubs de première division, Gbikinté de Bassar et Maranatha de Fiofio, suspectés d'avoir truqué un match.

En mai dernier, une rencontre entre les deux équipes s'était soldée sur un score de 11 à 0 !

Au mois d'août, les dirigeants de la FTF s'étaient déclarés convaincus de la fraude et d'un arrangement entre les clubs.

La Fédération a par ailleurs publié mercredi la liste des clubs engagés dans le prochain championnat de D1 qui débutera le 22 octobre.

@republicoftogo.com

POLITIQUE : Le collectif des associations des jeunes s'insurge contre la violence et veut prendre leur destin en main

Le jeudi dernier, les associations CJD, CJEP, MJP, ADAGRE, JAN, AJPO, CEVIR et KGV sont montées au créneau pour dénoncer la violence constatée dans le pays le 05 octobre dernier à Lomé au cours d'une rencontre de sensibilisation organisée au Centre Communautaire de Bè en présence des chefs traditionnels de la zone.

Par Dodo ABALO

Prenant la parole au cours de cette rencontre, la porte-parole de l'Association des Femmes pour le Développement des Activités Génératrices de Revenus a déploré au nom de ses collègues " le blocage des voies par les manifestants surexcités, l'empêchement de la libre circulation de leurs marchandises et des véhicules de transports, la mise à sac de leurs étalages, de leurs boutiques et autres exactions subies ", et dont le pic a été atteint le 05 Octobre dernier lors de la marche dite de la



La table d'honneur

colère, organisée par l'opposition togolaise. Cette porte-parole, qui se fonde sur les lois de la République sur la liberté publique qui attribuent à tous les citoyens de droit à la libre circulation et à vaquer à ses occupations, a appelé le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, pour que justice soit faite pour le dédommagement des victimes de ces violences et à garantir la liberté de tous.

Les femmes commerçantes présentent à cette rencontre et opérateurs économiques ont donc



Une vue de l'assistance

manifesté leur volonté de porter plainte contre les organisateurs de cette manifestation publique pour n'avoir pas su encadrer leurs manifestants.

Ces derniers, dans la déclaration ayant sanctionné cette rencontre avec la jeunesse de Bè et autres quartiers de Lomé, en vue de les sensibiliser contre toutes les violences politiques, ont repris cette option en ces termes " nous allons porter plainte contre les organisateurs de ces manifestations du 05 Octobre ".

Le collectif de ces associations a dénoncé la manipulation dont sont souvent l'objet les jeunes lors de ces manifestations politiques, et aussi, le fait que les violences qui en découlent portent atteinte aux avancées réalisées par le Togo et la croissance économique de ces dernières années.

Orphée Adom du CJD et ses associations partenaires, disent que plus de 70% de la jeunesse togolaise ne veut plus agir par procuration et compte prendre son destin en main.

Culture/ Musique :

Le Vodou célébré à l'Institut Français de Lomé

Peter Solo avec son groupe Vodou Game étaient en concert live ce vendredi à l'Institut français de Lomé pour un spectacle qui a duré près de 3h d'horloge. Ce concert fait partie d'une longue tournée qui a commencé depuis trois ans déjà pour faire connaître les deux albums enregistrés avec le groupe Vodou Game basé à Lyon en France et qui est composé de 5 talentueux musiciens de diverses nationalités.

Par Dodo ABALO

Ce show de Lomé a connu la participation du groupe de rap Djanta Kan et un monument de la musique togolaise en la personne de Roger Dama Damawouzan qui a longtemps disparu de la scène musicale togolaise.

Les mordus de la chose musicale et traditionnelle étaient encore au rendez-vous pour soutenir Peter Solo qui a fait un retour triomphal sur les rythmes traditionnels du

Togo afin de célébrer le Vodou dans son entièreté. Il ne cachait pas son bonheur d'être parmi les siens. " nous sommes très heureux d'être avec vous ici, quand on nous a annoncé qu'on vient à Lomé, et qu'on finira cette tournée de très longue durée au Bénin, c'est une grande joie pour nous, on a défendu ce royaume de Dahomé partout où on est passé, et c'est une fierté d'être à Lomé au côté des miens et d'avoir du monde ici pour nous soutenir, on ne peut que dire un grand merci. Nous aimons le Vodou et c'est pour cette raison qu'on a accepté venir ici partager cette énergie de Vodou avec vous ici, et quand je vous parle du Vodou, je vous parle qui est né dans le royaume de Dahomé qui est le Togo et le Bénin. Ce mot Vodou veut dire consulter, c'est consulter ces quatre éléments qui étaient là sur terre avant nous les hommes, c'est la terre, l'eau, le feu et l'air. Ces éléments sont le fondement du Vodou, c'est-à-dire la nature, il n'y



L'artiste togolais Peter Solo sur scène

a jamais le Vodou sans la nature ; je parle de ce Vodou, cette nature qui nous soigne, qui nous habite, qui nous nourrit ici. Le vodou, c'est la paix, l'amour, la tolérance, le Vodou c'est aussi la musique ", a-t-il conclu

Qui est Peter Solo ?

De son vrai nom Viwanu Débouth, Peter Solo est un auteur, compositeur, chanteur et multi-instrumentiste (guitare, kibéou (guitare traditionnelle togolaise, percussions), issu de l'ethnie Mina du Sud Togo. Il est né en 1972 à Aného-Glidji, un village situé à 50 km de Lomé, berceau de la culture vaudou, où sont encore célébrés des rites séculaires.

Après un succès fulgurant au Togo, il sillonne l'Afrique, l'Europe, le Japon et la Corée du Sud. Avec force et identité, sa musique puissante trouve ses racines dans les traditions togolaises pour s'ouvrir aux influences musicales de l'Afrique et du reste du monde.



Peter Solo et ses musiciens

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

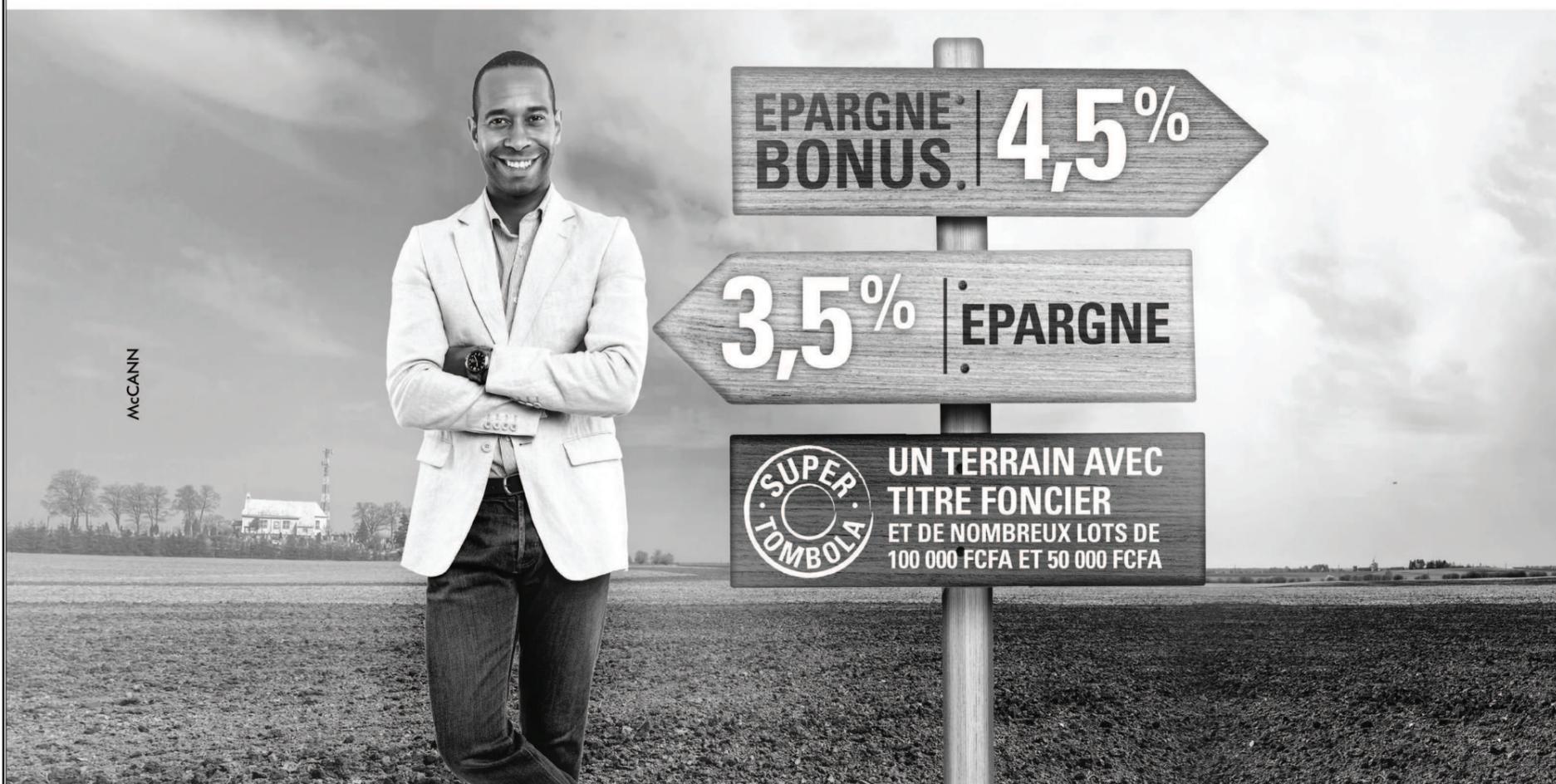
POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT 8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT 8201
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Épargne simple ou avec Bonus, on gagne à tous les taux !



Peu importe de quel côté de la balance vous penchez, avec Orabank vous serez toujours gagnants ! Entre une épargne à retraits libres : CSE rémunérée à 3,5% et une épargne bloquée au moins un an : CSE Bonus rémunérée à 4,5%, faites votre choix et profitez de la super tombola qui peut vous faire gagner un terrain avec un titre foncier et de nombreux autres lots.

Tél.: 00 (228) 22 21 62 21 - www.orabank.net

Retrouvez-nous à l'adresse Groupe Orabank sur :      

Orabank, un partenaire à votre écoute

CORIS EPARGNE **LEADER**

Choisissez l'épargne qui
vous rapporte

4,75%



La Banque Autrement
www.corisbank.tg



COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTÈLE QU'ELLE POURRA DÉSORMAIS PAYER SES FACTURES TÉLÉPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1-PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#

2-PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMÉRO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPÉRIEUR DROIT DE LA FACTURE TÉLÉPHONIQUE IMPRIMÉE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LADIRECTION GÉNÉRALE